

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 72

Présents : 54
Excusés : 12
Absents : 6

REUNION DU 9 AVRIL 2018

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE DIX HUIT, le LUNDI NEUF AVRIL à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le TROIS AVRIL DEUX MILLE DIX HUIT, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT
PRESENTS :

M. AMARI Farid, Mme ARAB Dalila, M. ARDJOUNE Madani, M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BOUMEDJANE Karim, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CAPO-CANELLAS Vincent, M. CARRE Julien, M. CHABANI Hamid, M. CHALLIER Guy, M. CHAUSSAT Jacques, Mme COMAYRAS Christine, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMAS Anne-Marie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, Mme ELSODY Arhella, M. FERREIRA Lino, M. GRAMFORT Mathieu, M. HOPPE Yannick, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAURENT Daniel, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme LEVE Séverine, Mme MABCHOUR Najet, M. MAHMOUDI Yacine, M. MANGIN Anthony, Mme MARCHOIS Maryline, M. MARIOT Claude, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, M. MONTES Mathieu, M. MORIN Sébastien, Mme PINHEIRO Amélie, Mme QUERUEL Marie-Jeanne, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme SAGO Aïssa, Mme VALLETON Martine, Mme VANDENABELLE Bernadette, Mme VAUBAN Maryline, Mme VERTE Monique, Mme WANLIN Elsa, M. WATTEZ Robert, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. BARON Stéphane, Mme BOUR Patricia, M. GATIGNON Stéphane, Mme COCOZZA Merzouba, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGNEAU Muriel, M. MEIGNEN Thierry, Mme MOREIRA Véronique, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGNA Fatou, Mme YERRO Georges-Marie,

AYANT DONNE
POUVOIR A

M. MARIOT Claude, M. CARRE Julien, Mme MABCHOUR Najet, M. CHABANI Hamid, M. ARDJOUNE Madani, Mme ELSODY Arhella, M. RANQUET Jean-Philippe, Mme WANLIN Elsa, Mme PINHEIRO Amélie, M. BAILLON Jean-François, Mme ARAB Dalila, M. ZANGRILLI François,

ABSENTS

Mme AUTAIN Clémentine, M. EL KOURADI Fouad, M. NICOLAS Frédéric, M. SALINI Stéphane, Mme SEGURA Angela, M. VAZ Micaël.

SECRETAIRE DE
SEANCE

Mme Aude LAGARDE

DELIBERATION N° 13 – URBANISME – APPROBATION SIMPLIFIEE N°7 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE TREMBLAY-EN-FRANCE, SECTEUR DU VIEUX PAYS (ZONE UA)

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de Mme Nicole DUBOE,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2241-1,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment l'article L.123-13-3,

Vu la délibération n°151 du conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 18 décembre 2017 sur les modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n°7 du plan local d'urbanisme de la commune de Tremblay-en-France - secteur du Vieux Pays (zone Ua), ci-joint,

Vu le courrier d'avis de la direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture, et de la forêt en date du 10 janvier 2018,

Vu le courrier d'avis de la commune de Roissy-en-France (95) en date du 11 janvier 2018,

Vu le courrier d'avis de la chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis en date du 22 janvier 2018,

Vu le courrier d'avis du préfet de Seine-Saint-Denis en date du 30 janvier 2018

Vu le courrier d'avis du département de Seine-Saint-Denis en date du 6 février 2018,

Vu le courrier d'avis de la commune de Villeparisis (77) en date du 8 février 2018,

Vu le courrier d'avis d'Aéroports de Paris en date du 14 février 2018,

Vu les courriers de réponses de Paris Terres d'Envol au préfet de Seine-Saint-Denis et au conseil départemental de Seine-Saint-Denis en date du 9 mars 2018,

Vu le dossier relatif à la modification simplifiée n°7 du plan local d'urbanisme, ci-annexé,

Considérant que le plan local d'urbanisme (PLU) de Tremblay-en-France a été approuvé le 30 mai 2011 et que plusieurs ajustements réglementaires, parmi lesquels 6 modifications simplifiées, ont par la suite été approuvés,

Considérant que depuis la dernière modification simplifiée approuvée lors du conseil de territoire du 3 juillet 2017, de nouveaux ajustements mineurs du PLU de Tremblay-en-France se sont avérés nécessaires.

Accusé de réception en préfecture
093-200053097-20180409-13-09-04-2018-DE
Date de télétransmission : 18/04/2018
Date de réception préfecture : 18/04/2018

Considérant que Le conseil de territoire de Paris Terres d'Envol du 18 décembre 2017 a abouti à mettre à disposition du public un projet de modification simplifiée n°7 du PLU de Tremblay-en-France, ajustement concernant la zone Ua, zone urbaine mixte assez dense qui correspond au Vieux Pays, cœur historique de la commune,

Considérant que cette modification vise à permettre, sur l'ensemble du tissu urbain du Vieux Pays, de mieux concilier l'accueil de nouveaux équipements publics, avec de possibles développements d'hébergements hôteliers, et ce en veillant à la qualité du tissu urbain, notamment de l'ensemble remarquable comprenant les bâtiments situés à l'entrée du parc du Château Bleu,

Considérant que au niveau du plan de zonage, il s'agit d'intégrer le bâti remarquable correspondant aux bureaux du centre équestre et son écrin paysager, actuellement en zone Uv dans la zone Ua, et que cela aboutira à un traitement homogène de cet ensemble bâti comprenant les anciennes granges, les vestiaires et bureaux du centre équestre, ainsi qu'un restaurant,

Considérant que il est également prévu d'épaissir la zone Ua sur une partie de l'actuel paddock du centre équestre situé en zone Uv, le paddock étant quant à lui reconstitué un peu plus au sud, avec une façade principale rallongée, à la fois tournée vers l'espace boisé et le nouveau parcours sportif de santé,

Considérant que cela permettra de mieux concilier l'activité du centre équestre avec une possible diversification de services au sein du parc du Château Bleu, ces évolutions pouvant tout autant être destinées à l'accueil de nouvelles constructions dédiées à un équipement public ou d'intérêt collectif, qu'à de l'hébergement hôtelier,

Considérant que cette modification simplifiée, qui concerne également le règlement de la zone Ua, a pour but de :

- préciser l'article Ua.10.1, en étendant le champ de l'exception à la hauteur maximale des constructions, pour concilier et rendre homogène le développement de possibles projets d'équipements publics avec celui d'hébergements hôteliers, sous réserve d'une bonne insertion dans le paysage urbain dans lequel elles s'inscrivent, et en fonction d'une constructibilité ne dépassant pas un niveau supplémentaire par rapport aux volumétries des gabarits environnants,
- adapter l'article Ua.12.1 en définissant la norme de stationnement portant sur les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, en fonction des besoins,
- pour l'article Ua.13, ne plus réglementer l'obligation d'espaces plantés en espaces verts de pleine terre pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif,

Considérant qu'à l'issue de la mise à disposition au public du dossier de modification simplifiée n°7 du PLU de Tremblay-en-France qui s'est déroulée du 9 janvier 2018 au 9 février 2018 inclus, il n'a été recueilli aucune observation aux registres,

Considérant qu'il convient également de noter que, suite à la consultation des personnes publiques associées, les avis reçus en retour à cette procédure ne sont pas défavorables au dossier de modification simplifiée n°7,

Considérant que les remarques du préfet et du département ont été prises en compte dans le dossier de modification simplifié, raison pour laquelle le rédactionnel de l'article Ua.10.1 a été précisé, et le plan de servitudes d'utilité publiques n'est finalement plus modifié,

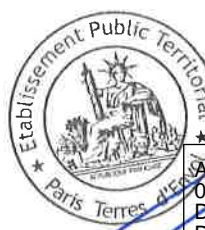
Après en avoir délibéré,

- **Approuve** la modification simplifiée n°7 du plan local d'urbanisme de la commune de Tremblay-en-France, conformément au dossier annexé à la présente délibération.
- **Autorise** Le président de l'EPT Paris Terres d'Envol, ou en cas d'absence ou d'empêchement son représentant délégué, à signer tous documents relatifs à la présente délibération.
- **Précise** que cette délibération produira ces effets juridiques dès l'exécution des mesures de publicité conformément aux dispositions du code de l'urbanisme édictées aux articles R.123-24 et R.123-25, avec notamment mention de cet affichage insérée en caractères apparents dans un journal d'annonces légales.
- **Précise** que la présente délibération, qui deviendra exécutoire à l'accomplissement de la plus tardive des formalités de publicité, sera notifiée à l'ensemble des personnes publiques associées.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du président de l'EPT Paris Terres d'Envol dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification, de sa transmission au contrôle de légalité, et de sa publication dans un journal d'annonces légales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet.

La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montreuil (7 rue Catherine Puig - niveau 206 rue de Paris – 93558 Montreuil cedex) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité, et de sa publication dans un journal d'annonces légales ou à compter de la réponse explicite ou implicite du président de l'EPT Paris Terres d'Envol si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Adopté à l'unanimité
(64 voix pour, 2 abstentions)



Le président
Bruno BESCHIZZA

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20180409-13-09-04-2018-DE
Date de télétransmission : 18/04/2018
Date de réception préfecture : 18/04/2018